'AGEFI | ENTREPRISES

vendredi 27 mars 2020 PAGE 7

La nécessité d'appliquer une responsabilité sociale

Les CA reconnaissent les avantages de la responsabilité sociale. Une direction claire est nécessaire pour sa mise en œuvre.





CORNELIA RITZ BOSSICARD Présidente de l'Association swissVR

JEAN-FRANÇOIS LAGASSÉ
Associé et responsable du secteur des services financiers chez Deloitte Suisse

Au contraire des années 70 où la seule responsabilité des entreprises aurait été de faire des profits et d'augmenter leur valeur, la réussite économique est aujourd'hui davantage liée à l'engagement social et à une approche responsable des défis écologiques, à l'image de l'annonce du gestionnaire d'actifs BlackRock de faire de la durabilité sa nouvelle norme d'investissement, ou encore l'objectif ambitieux de Microsoft d'atteindre des émissions de CO₂ négatives d'ici à 2030.

Les conseils d'administration suisses n'y échappent pas, et sont de plus en plus préoccupés par la responsabilité éthique et l'engagement social de leur entreprise. C'est l'une des principales conclusions de l'actuel swissVR Monitor — une enquête menée par l'Association swissVR, Deloitte et la Haute école spécialisée de Lucerne. Au total, 429 membres de conseils d'administration d'entreprises suisses de tailles et de secteurs différents y ont participé.

Les employés en ligne de mire

Parmi les aspects importants de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) évoqués, on retrouve à 89% la responsabilité envers les employés, à 84% les pratiques commerciales et à 64% les clients. Ce qui est «lié à l'entreprise» semble ainsi clairement prioritaire. A contrario, moins

d'importance est accordée à la responsabilité envers la nature et l'environnement (47%), envers le lieu d'implantation de l'entreprise (34%) ou envers l'État (22%). Cela se confirme lorsque l'on demande quels sont les sujets prioritaires de la RSE, car les réponses les plus fréquemment mentionnées sont l'engagement envers les employés (69%), les possibilités d'éducation (59%), ainsi que la santé et le bien-être (48%). Des sujets tels que la consommation et la production responsables (42%) ou la protection du climat (31%) sont beaucoup moins prioritaires. La faible importance accordée aux aspects écologiques peut être surprenante au vu des discussions actuelles sur la protection du climat, mais cela ne signifie pas forcément qu'ils ne sont pas pris en compte dans les stratégies et les programmes de RSE.

La grande majorité des personnes interrogées considèrent la RSE comme une opportunité de différenciation importante, soit pour accroître l'attractivité de leur entreprise en tant qu'employeur (92%), renforcer sa réputation (87%) ou créer des avantages concurrentiels (85%). Ils voient toutefois un conflit d'obiectifs entre les coûts et les bénéfices de la RSE: 32% des participants à l'étude estiment en effet que les activités de RSE génèrent soit des coûts qui réduisent les profits, soit rendent les produits plus chers, ou réduisent les salaires. Un autre tiers pense que les entreprises devraient se concentrer principalement sur les tâches économiques au lieu d'investir du temps et de l'argent dans l'engagement social. Ces évaluations coûts-avantages dépendent des éléments qui sont mesurés, ainsi que de l'écart entre les investissements nécessaires à court terme et les avantages à long terme.

Défis stratégiques

Côté positif, 81% des personnes interrogées ont déjà intégré la RSE dans leur stratégie d'entreprise, dont 88% dans les services financiers contre 69% dans les technologies de l'information et de la communication. Plus d'un tiers des répondants estiment que leur conseil d'administration ne dispose pas des ressources ni de l'expertise suffisantes pour mener à bien ce projet, et seulement la moitié d'entre eux pensent qu'il y consacre suffisamment de temps.

Beaucoup ont également du mal à indiquer les questions de RSE qui leur semblent importantes, à définir des objectifs et à en mesurer la réalisation, bien qu'il s'agisse de conditions préalables nécessaires pour une mise en œuvre durable. Seuls 46% des répondants ont défini des thèmes, et seuls 36% ont fixés des objectifs pour leur RSE. Pour que la RSE devienne un élément à part entière des entreprises modernes, celles-ci doivent repenser leur approche de manière plus cohérente.

Le conseil d'administration est en première ligne

Le conseil d'administration est responsable de la RSE. Si une société ne poursuit pas encore un objectif social, c'est lui qui doit fixer la marche à suivre. Il doit non seulement élaborer la stratégie, mais aussi veiller à ce que l'entreprise atteigne les objectifs de RSE, mesure leur réalisation et évalue périodiquement la position de l'entreprise vis-à-vis de son engagement, ainsi que les opportunités et risques associés.

Selon le type et l'ampleur des objectifs, il peut être utile de mettre en place un comité spécial RSE, qui garantit que ces engagements sont pris au sérieux au sommet de l'entreprise et que les programmes de RSE sont correctement mis en œuvre.

En ce qui concerne les rapports d'activités sur la durabilité ou la RSE, la Suisse a jusqu'à présent eu recours à l'autorégulation contrairement à l'Union européenne, par exemple, où certaines entreprises axées sur le marché des capitaux sont tenues de rendre compte de manière transparente de leurs performances en matière d'économie, de société et d'environnement. Certaines entreprises suisses cotées en bourse publient déjà un rapport de durabilité volontaire selon une norme reconnue au niveau international. Les rapports de durabilité peuvent également être une occasion pour les petites entreprises de démontrer de manière crédible qu'elles assument leur responsabilité sociale, et les bénéfices qu'elles génèrent. Une telle transparence crée une relation de confiance et prévient l'adoption de réglementations disproportionnées comme celles exigées par l'Initiative pour la responsabilité des entreprises.■